

**COUR D'APPEL DE NANCY**  
**ARRÊT N°09/00812 DU 12 MARS 2009**

**première chambre civile**

Numéro d'inscription au répertoire général : 08/01365

**DEMANDERESSE AU RECOURS :**

**S.A. BCC - BADET CLEMENT ET COMPAGNIE**, dont le siège est [...] - -

- 21220 GEVREY CHAMBERTIN, représentée par le Président de son Conseil d'Administration domicilié en cette qualité audit siège, Comparant et procédant par le ministère de la SCP MILLOT-LOGIER & FONTAINE, avoués à la Cour,

**DEFENDEUR AU RECOURS :**

**MONSIEUR L DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE - INPI - agissant poursuites et diligences de son Président Directeur Général domicilié en cette qualité audit siège et ayant son Département des Marques Dessins et Modèles - Service des Oppositions - sis [...],** demeurant [...], Non comparant, ni représenté,

**COMPOSITION DE LA COUR :**

En application des dispositions des articles 786 et 910 du Code de Procédure Civile, l'affaire a été débattue le 05 Février 2009, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant : Monsieur Gérard SCHAMBER, Conseiller, chargé du rapport et Monsieur Éric JAMET, Conseiller,

**Greffier**, lors des débats : Madame DEANA ;

Ces magistrats ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de:

Monsieur Guy DORY, Président de Chambre,  
Monsieur Gérard SCHAMBER, Conseiller,  
Monsieur Éric JAMET, Conseiller,

Le dossier a été communiqué au Ministère Public,

**ARRET** : contradictoire, prononcé à l'audience publique du 12 MARS 2009 date indiquée à l'issue des débats, par Monsieur Éric JAMET, conformément à l'article 452 et 456 de Procédure Civile ;

signé par Monsieur Guy DORY, Président, et par Madame DEANA, greffier présent lors du prononcé ;

**FAITS ET PROCÉDURE :**

La société BADET CLEMENT ET COMPAGNIE (BCC) a déposé auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) le 23 mars 2007, la demande d'enregistrement n° 07 3 490 105 portant sur le signe verbal "*Burgundy Hills*". Cette

demande désigne les produits suivants : *"vin d'appellation d'origine contrôlée provenant exactement de la région Bourgogne, précisément Bourgogne blanc et Bourgogne rouge"*.

Le 25 juin 2007, l'INPI a notifié au déposant une objection provisoire à enregistrement. A l'issue de la procédure contradictoire, le directeur de l'INPI, par décision du 29 avril 2008, a rejeté la demande d'enregistrement faute de caractère distinctif du signe déposé au regard des produits visés.

La société BCC a introduit un recours contre cette décision le 28 mai 2008.

### **PRÉTENTIONS ET MOYENS DES PARTIES :**

Par son mémoire déposé au greffe le 13 janvier 2009, la société BCC demande à la Cour d'annuler la décision de refus d'enregistrement du 29 avril 2008 et d'ordonner l'enregistrement de la demande n° 07 3 490 105.

A l'appui de son recours, la société BCC fait valoir qu'en l'état du degré de maîtrise par la population française des langues étrangères, il n'est nullement avéré que les termes *"Burgundy Hills"* puissent être compris par le consommateur d'attention moyenne comme une identification de la provenance géographique du produit qu'ils désignent. Elles soutiennent que les marques françaises composées de termes anglais sont communément enregistrées, même lorsqu'elles sont évocatrices des produits qu'elles désignent, dès lors que ces termes ne sont pas passés dans la langue française pour désigner usuellement et génériquement les produits ou leur origine. Elle ajoute que le signe *"Burgundy Hills"* ne désigne pas la provenance géographique des produits en cause, les collines de Bourgogne ne désignant ni une région française, ni aucune autre collectivité territoriale, ni un lieu géographique précis. Elle relève que le 23 mai 2003, l'INPI a ainsi enregistré la marque verbale *"Dordogne Hills"* pour désigner des vins de table, vins et pays, rouges, rosés et blancs provenant de la Dordogne.

Le directeur de l'INPI a fait parvenir ses observations à la Cour le 25 novembre 2008. Invoquant les dispositions de l'article L 711-2 b) du Code de la Propriété Intellectuelle, il réplique que pour le consommateur familier des termes viti-vinicoles, l'expression *"Burgundy Hills"* est aisément compréhensible comme signifiant *"les collines de Bourgogne"*. Il en déduit que quand bien même cette expression ne correspondrait pas à la dénomination officielle d'un lieu ou d'un secteur géographique, elle désigne un lieu suffisamment précis pour être situé comme correspondant à un lieu notoire pour la production des vins, auquel le consommateur attribuera immédiatement l'origine des produits concernés.

L'instruction a été déclarée close le 20 janvier 2009.

### **MOTIFS DE LA DECISION:**

Aux termes de l'article L 711-2 b) du Code de la propriété intellectuelle, sont dépourvus de caractère distinctif les signes ou dénominations pouvant servir à désigner une caractéristique du produit ou du service, et notamment l'espèce, la qualité, la destination, la valeur, la provenance géographique, l'époque de la production du bien ou de la prestation de service.

Même formulée en langue française, la dénomination "*Burgundy Hills* ", aisément traduisible pour un consommateur d'attention moyenne comme désignant les coteaux de Bourgogne, constitue une indication de provenance, dès lors que dans l'esprit du public, s'établit un lien entre les vins que le signe est destiné à désigner et un secteur de production viticole notoirement connu pour la qualité des vins qui y sont produits depuis des générations sur des terres particulièrement propices à la culture de la vigne. La dénomination contestée étant dépourvue de caractère distinctif comme servant à désigner la provenance géographique des produits en cause, la décision attaquée se trouve légalement justifiée et le recours sera rejeté.

**PAR CES MOTIFS:**

**LA COUR**, statuant en audience publique, contradictoirement,

Rejette le recours formé par la société BCC à l'encontre de la décision par laquelle le directeur de L'INPI a refusé l'enregistrement de la marque "*Burgundy Hills* " ;

L'arrêt a été prononcé à l'audience publique du douze Mars deux mille neuf par Monsieur JAMET, Conseiller à la première chambre civile de la Cour d'Appel de NANCY, conformément aux articles 452 et 456 du Code de Procédure Civile, assisté de Madame DEANA, Greffier.

Et Monsieur le Président a signé le présent arrêt ainsi que le Greffier.